

*Je rêvais croisades, voyages de découvertes dont on n'a pas de relations,  
républiques sans histoires, guerres de religion étouffées, révolutions de mœurs,  
déplacements de races et de continents:  
je croyais à tous les enchantements.*

~Arthur Rimbaud, « Une saison en enfer »

# Républicanisme français

## Et sa signification controversée, dans le passé, le présent et l'avenir

Par Édouard Morena

En France, la « nation » et la « République » sont deux notions fortement imbriquées. Être Français, c'est être républicain. La notion de République est généralement et indistinctement associée à un système politique et à ses institutions ; à un moment historique (la Révolution française de 1789) ; à un ensemble d'idées (philosophie des lumières, libéralisme politique, les droits de l'homme, la laïcité) ; à des symboles (le drapeau tricolore, le 14 juillet, la Marseillaise) ; et des valeurs universelles (liberté, égalité, fraternité).

On trouve partout des exemples de l'identité républicaine de la France : noms de rue, salles de classe ou façades d'édifices publics.<sup>1</sup> Outre ces innombrables rappels visuels, le discours public est rempli de références républicaines. Les personnes politiques françaises sont passées maîtres dans la « républicanisation » des noms de parti (Les Républicains, La République en Marche) et des discours en faisant référence à des concepts tels que « ordre républicain », « école républicaine », « police républicaine ».

En raison de son caractère universel, les progressistes et les gauchistes sont attirés depuis longtemps par le concept de la République : la promesse d'une nation qui confère à tous ses membres une égale opportunité de liberté, d'égalité et de fraternité. Toutefois, trop souvent, dans l'histoire de la France, la notion de République a plutôt été utilisée pour opprimer, renforcer les inégalités, diviser.

---

<sup>1</sup> Tout récemment, le parlement a adopté un amendement imposant l'inclusion d'un drapeau tricolore, de l'hymne national (la Marseillaise) et de la devise républicaine (liberté, égalité, fraternité) dans toutes les salles de classe.



## L'exception française

L'amalgame entre la nation et la République dissimule une tension fondamentale. D'une part, les racines et l'identité républicaines du pays sont mobilisées – dans la culture populaire, dans l'enseignement, dans les discours politiques – pour distinguer la France et les Français des autres nations et peuples. L'association du pays avec les événements de 1789 et son statut de berceau du libéralisme politique sont présentés comme des éléments centraux de « l'exception française ».<sup>2</sup> D'autre part, les références républicaines de la France agissent comme une source importante de fierté nationale, et contribuent à un sentiment partagé de communauté de destin et, parfois, de supériorité : l'impression d'avoir à accomplir une mission historique mondiale, celle de gardienne et de porte-étendard des principes et des valeurs de la République.

L'idée d'une « exception française » a refait surface au lendemain des attaques terroristes de janvier 2015 à Paris qui ont visé le siège de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* et le supermarché Hypercacher.<sup>3</sup> Dans sa réaction à la suite des attaques, le Président François Hollande a invoqué la notion d'exception française :

« Aujourd'hui, c'est la République tout entière qui a été agressée. La République, c'est la liberté d'expression : la République, c'est la culture, c'est la création, c'est le pluralisme, c'est la démocratie. C'est ça qui était visé par les assassins. C'est l'idéal de justice et de paix que la France porte partout sur la scène internationale ».<sup>4</sup>

D'autres dirigeants du monde ont fait écho à cette idée de la France comme gardienne des valeurs et des idées universelles. Comme l'a déclaré Barack Obama, « *this is an attack not just on Paris, it's an attack not just on the people of France, but this is an attack on all of humanity and the universal values that we share* ».<sup>5</sup> (Cette attaque ne visait pas seulement Paris ; cette attaque ne visait pas seulement le peuple français ; il s'agit d'une attaque contre l'humanité tout entière et contre les valeurs universelles que nous partageons.)

Des réactions comme celles-là soulignent l'idée que ce qui différencie la France des autres nations est également ce qui la connecte aux autres nations et peuples, puisque les idées et les valeurs sur lesquelles est construite la République française sont (au moins en théorie) universelles. Elles ne sont pas spécifiques à un peuple ou à un lieu, mais plutôt transcendent les frontières nationales, les cultures, les religions, le genre, la race et l'orientation sexuelle. Cet aveuglement face à la différence implique également que la République ne reconnaît pas en théorie les groupes ou les communautés, mais uniquement les citoyens individuels.

---

<sup>2</sup> Tony Chafer & Emmanuel Godin (2010), *The End of the French Exception? Decline and Revival of the 'French Model'*.

<sup>3</sup> Florence Faucher & Laurie Boussaguet (2017), 'The politics of symbols: Reflections on the French government's framing of the 2015 terrorist attacks', in *Parliamentary Affairs*, 71(1), pp.169-195.

<sup>4</sup> Consultable sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/actualites-du-ministere/article/allocation-du-president-de-la>.

<sup>5</sup> Discours en anglais consultable sur : [obamawhitehouse.archives.gov/blog/2015/11/13/watch-president-obamas-statement-attacks-paris](http://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2015/11/13/watch-president-obamas-statement-attacks-paris).



## Histoire d'un mot voyageur

La tension entre la « république comme État-nation » et la « république comme système de valeurs universelles » était au centre des conflits sociaux et politiques successifs qui ont secoué la France moderne. La Révolution française a été la première d'une série de crises et de luttes, d'abord pour « normaliser » la République (de 1789 à 1875), ensuite pour imposer une vision de ce qu'est « être républicain » et donc de ce qu'est « être Français » (depuis 1875). Comme Claude Nicolet l'exprime pertinemment dans *L'Idée républicaine en France*, le mot « République » est un mot voyageur. Il a été associé à un large éventail d'intérêts de classe, d'idées et de projets politiques. Comme il l'écrit :

« Nous avons eu des Républiques girondine, montagnarde, thermidorienne, directoriale, césarienne, impériale. Une République des ducs, mais aussi (pour égrener les titres de livres célèbres) une République des camarades, des comités, des professeurs, des députés ; nous avons la République au village, la République rurale, celle de la Commune de Paris ; des Républiques conservatrices, opportunistes, libérales, radicales, démocratiques ; une République bourgeoise, mais aussi d'autres, sociales ou socialistes ».<sup>6</sup>

La « normalisation » de la République au cours de la décennie 1870, avec comme point culminant l'établissement de la Troisième République, semble avoir eu raison – au moins momentanément – de l'ambiguïté fondamentale décrite par Nicolet. La période allant de l'écrasement de la Commune de Paris (1871) à la première Guerre mondiale a créé un « compromis républicain » à travers lequel « les valeurs centrales du républicanisme ont évolué, passant d'une frange radicale au centre consensuel de la politique française ».<sup>7</sup> La « République des opportunistes » bourgeoise des années 1880 et 1890 a imposé l'idée d'une nation qui, comme l'écrit Tyler Stovall, « était à la fois historiquement spécifique et universelle ».<sup>8</sup> Comme il l'explique,

« les Républicains de la France de la fin du XIXe siècle avaient un héritage, celui de la Révolution, qui avait modelé la nation et donné au peuple le droit et la capacité de choisir sa propre identité nationale. Mais cet héritage était précisément un héritage universaliste, basé sur une compréhension globale des droits de l'homme et applicable à tous les peuples ».

Le « compromis républicain » est à l'origine de la création des Républicains « opportunistes » ou « bourgeois » (tels que Jules Ferry et Léon Gambetta), qui croyaient que la survie de la République dépendait de sa capacité à obtenir le soutien des zones essentiellement rurales de la société française qui soutenaient traditionnellement les royalistes et le clergé. Ce groupe a ensuite opéré un glissement de la République vers la droite en se réappropriant et en « républicanisant » les idées conservatrices – principalement celle de l'ordre social – et en obtenant le ralliement de l'électorat conservateur et antirépublicain traditionnel.

---

<sup>6</sup> Claude Nicolet (1982), *L'Idée Républicaine en France (1789-1924)*.

<sup>7</sup> Emile Chabal (2015), *A Divided Republic: Nation, State and Citizenship in Contemporary France*, p.13.

<sup>8</sup> Tyler Stovall (2015), *Transnational France: The Modern History of a Universal Nation*.



Plus particulièrement, cela a impliqué d'obtenir l'appui de la population rurale française en façonnant une image de la « paysannerie » et des valeurs et des idées qui y sont associées comme étant à la fois fondamentalement françaises et authentiquement républicaines – et cela au détriment de la classe ouvrière urbaine, industrielle et tendant vers la gauche. Selon l'expression célèbre de Jules Ferry, « la République sera la République des paysans ou elle ne sera pas ».

La République a ensuite été associée à une série de « symboles paysans ». *La Semeuse* d'Oscar Roty (1897), par exemple, a été gravée sur les pièces de cinquante centimes. Des musées ont été créés pour célébrer une « France authentique »<sup>9</sup>, une « France éternelle », une France des clochers et l'« ordre éternel des champs ».<sup>10</sup> Il s'agissait d'une France de petits agriculteurs et d'artisans qui étaient, en même temps, résolument attachés à la grande nation et fermement enracinés dans leurs petites patries, fiers de leur folklore local, de leurs traditions et de leurs langues.<sup>11</sup>

Dans les années 1890, le développement de l'école gratuite, obligatoire et laïque a joué un rôle central dans l'enracinement plus profond de ce nouveau « compromis républicain » dans la politique, la culture et la vie quotidienne françaises. Dans chaque ville, dans chaque village, les instituteurs apprenaient non seulement aux enfants à lire et à écrire, mais, grâce à l'éducation civique, ils les transformaient également en « bons citoyens » dévoués au régime républicain et à la patrie. Bien entendu, l'enseignement de l'histoire jouait un rôle déterminant

Comme Suzanne Citron l'écrit dans sa remarquable analyse de l'enseignement de l'histoire depuis le XIXe siècle, on enseignait aux enfants une vision romancée de la France qui associait « l'amour religieux de la patrie et le culte de la Révolution ». Plutôt que d'indiquer une césure historique, la révolution de 1789 et la République qui s'en est suivie ont été présentées comme le résultat logique/naturel d'un glorieux roman national<sup>12</sup> dont les racines remontent aux Gaulois de l'Antiquité.<sup>13</sup> Par la même occasion, cet enseignement de l'histoire a aussi servi à minimiser, à délégitimer et à effacer les conceptions alternatives de la République, en particulier les efforts pour instaurer une république sociale et démocratique (comme ce fut le cas en 1848 et en 1871).<sup>14</sup>

En effet, dans le contexte d'une Europe de la fin du XIXe siècle caractérisée par l'émergence d'une classe laborieuse industrielle et essentiellement urbaine, cette approche a davantage été destinée à entraver la diffusion des idées socialistes ou anarchistes plutôt qu'à empêcher le retour des forces réactionnaires, antirépublicaines, et de plus en plus souvent antisémites. Pour les bourgeois républicains au pouvoir, l'éducation est devenue

---

<sup>9</sup> Herman Lebovics (1992), *True France*.

<sup>10</sup> Laurent Maspétiol (1946), *L'Ordre Eternel des Champs : Essai sur L'Histoire, l'Economie et les Valeurs de la Paysannerie*.

<sup>11</sup> Shanny Peer (1999), *France on Display: Peasants, Provincials and Folklore in the 1937 Paris World's Fair*.

<sup>12</sup> Pierre Nora, *Lieux de Mémoire*.

<sup>13</sup> Suzanne Citron (1987), *Le Mythe National*.

<sup>14</sup> Samuel Hayat (2014), *Quand la République était révolutionnaire : Citoyenneté et représentation en 1848*.



un instrument essentiel de conservation de l'ordre social et de la stabilité politique, et en définitive, de sauvegarde de leurs intérêts de classe.

En plus de constituer l'un des fondements de l'ordre social en France, les symboles et les idées républicains ont été utilisés pour justifier les entreprises coloniales de la France et pour renforcer les sentiments nationalistes/patriotiques. À la fin du XIXe siècle, avec la montée des nationalismes dans toute l'Europe et les tensions croissantes entre la France et l'Allemagne, le colonialisme français a été légitimé non seulement pour des motifs stratégiques et économiques, mais également moraux. Ainsi que le soutenait Jules Ferry en 1894 :

« Il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures... Ces devoirs, Messieurs, ont été souvent méconnus dans l'histoire des siècles précédents, et certainement, quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure... Mais, de nos jours, je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, avec grandeur et honnêteté, de ce devoir supérieur de civilisation ». <sup>15</sup>

### **La République et la droite contemporaine**

Alors que les références à la « race » ont en grande partie disparu et ont été remplacées par des références à la « culture », l'idée sous-jacente d'une supériorité française et européenne, ainsi que celle d'un « devoir de civilisation », continuent d'imprégner la rhétorique politique contemporaine. Alors que c'est historiquement l'extrême-droite qui a piloté cette mouvance, le centre-droit se l'approprie lui aussi de plus en plus fréquemment. Lorsque le ministre de l'Intérieur Claude Guéant déclare que « Toutes les civilisations, toutes les pratiques, toutes les cultures, au regard de nos principes républicains, ne se valent pas » (2012) <sup>16</sup>, ou lorsque Nicolas Sarkozy explique que « la tragédie de l'Afrique, c'est que l'Africain n'est pas complètement entré dans l'histoire » (2007), ils marchent en fait sur les traces de Jules Ferry.

Tout comme dans les années 1890, le choix de leurs mots est motivé par des considérations politiques. En axant leurs propos sur les différences culturelles et de civilisation, Guéant et Sarkozy stigmatisent en fait de larges pans de la population française qui, étant donné leurs origines, leurs croyances et leurs pratiques culturelles et religieuses non-européennes, ne correspondent pas à l'idée dominante de « francité » (notion qui, comme expliqué plus haut, se base sur des idées largement traditionalistes et conservatrices, ainsi que sur un passé érigé en mythe). Par conséquent, aux yeux de nombreux sympathisants de droite et d'extrême-droite, être un citoyen français ne fait pas automatiquement de ces personnes d'origine africaine ou maghrébine des Français. Contrairement aux « Français de souche », l'on attend en permanence d'eux qu'ils prouvent leur « francité » en présentant des preuves de leur attachement à la République.

---

<sup>15</sup> Consultable sur : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885>.

<sup>16</sup> Consultable sur : [lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/claude-gueant-declenche-une-nouvelle-polemique\\_1639076\\_1471069.html](http://lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/claude-gueant-declenche-une-nouvelle-polemique_1639076_1471069.html).



Pour la droite et l'extrême-droite françaises, la République constitue plus un instrument d'exclusion et de marginalisation que d'inclusion. Elle constitue de plus en plus souvent – comme en témoigne la « républicanisation » croissante du Rassemblement national (ex-Front national) – un moyen de mettre en avant et de normaliser un programme raciste, xénophobe et islamophobe. Un exemple éloquent en est la loi du 23 février 2005, qui impose que « les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord. »<sup>17</sup> À peine deux mois plus tard, la « Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'École » du 23 avril 2005 nous a remémoré la fonction historiquement disciplinaire de la République dans ces processus, déclarant que « outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République » (art. 2).

Un autre exemple du recours à la République comme à une institution censément universelle, mais qui se révèle en fait restrictive a été, en 2004, la décision du parlement français d'interdire le port de signes religieux ostentatoires dans les écoles publiques primaires et secondaires. Tandis que ceux en faveur de cette décision soutenaient qu'elle s'inscrivait dans le droit fil du principe républicain de laïcité<sup>18</sup> et qu'elle préservait de la sorte l'aptitude de l'école à transmettre les valeurs républicaines, pour de nombreuses personnes il s'agissait bien plutôt de protéger un certain « mode de vie à la française » essentiellement blanc et masculin face aux menaces religieuses et communautaires « importées » ou « étrangères ».

Dans ce cas comme dans tant d'autres, depuis le mariage homosexuel jusqu'au burkini, en passant par le hijab de sport et la vente de viande halal dans la restauration rapide, la République sert de prétexte à la discrimination et à l'exclusion. En particulier, les personnes récemment issues de l'immigration, et spécialement les jeunes femmes musulmanes, font face à un dilemme : ces personnes sont stigmatisées comme ne s'intégrant pas dans une République qui ne fait aucun effort pour les intégrer, et qui s'attache en réalité à les exclure de nombreuses façons.

### **Une République qui mérite d'être défendue**

Étant donné la place centrale occupée par la notion de République dans la politique et la société françaises – tout en gardant aussi à l'esprit son utilisation au cours de l'histoire et son appropriation croissante par les forces réactionnaires –, la question qui se pose pour la gauche est de savoir si la République mérite toujours d'être défendue ; je pense que c'est le cas.

---

<sup>17</sup> Consultable sur : [liberation.fr/tribune/2006/02/24/loi-du-23-fevrier-2005-un-an-d-outrage-a-la-dignite\\_31025](http://liberation.fr/tribune/2006/02/24/loi-du-23-fevrier-2005-un-an-d-outrage-a-la-dignite_31025)

<sup>18</sup> Cet argument a été réfuté au motif que la laïcité telle qu'elle avait été envisagée dans la loi de 1905 ne visait pas à la suppression des croyances religieuses, mais plutôt à la protection du droit des personnes de pratiquer la religion de leur choix.



S'il y a quelque-chose à retenir de cet aperçu historique du concept de République, c'est que les significations associées à ce mot ne sont pas gravées dans le marbre, mais résultent plutôt d'un combat politique. Afin de remporter ce combat, la gauche devra modifier les modalités du débat plutôt que s'adapter aux modalités existantes. À cette fin, il lui faudra renouer avec un passé dans lequel la République symbolisait la tolérance religieuse, et non les préjugés religieux ; dans lequel la République ne symbolisait pas les inégalités sociales et l'exclusion, mais la justice sociale et la libération.

\*\*\*

*Edouard Morena est maître de conférences en sciences politiques à l'University of London Institute in Paris (ULIP). Doté de la double nationalité française et britannique, il a étudié et enseigné dans des établissements d'enseignement supérieur tant en France qu'au Royaume-Uni. Après avoir travaillé sur la politique agricole et alimentaire française ainsi que, plus largement, sur leurs répercussions sociales et culturelles, il s'intéresse actuellement aux aspects sociaux de la transition vers une économie à faible émission de carbone.*

